

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier/11 rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Gatineau
Ontario
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 775-7279

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Property Management Project Division/Division du
projet de gestion immobilière
Sir Charles Tupper Building 4th Fl
Édifice Sir Charles Tupper 4e étage
A-425-F
2720 Riverside Drive/
2720, promenade Riverside
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Real Property 1 (RP1) - RFI2	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP008-112560/C	Amendment No. - N° modif. 014
Client Reference No. - N° de référence du client 20112560	Date 2013-09-27
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$SGC-002-61220	
File No. - N° de dossier gc002.EP008-112560	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-08	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Wong, Lisa	Buyer Id - Id de l'acheteur gc002
Telephone No. - N° de téléphone (613) 736-3058 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 736-3114
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (DDR) AU SUJET DU PROJET BIENS IMMOBILIERS 1 (BI-1) – SERVICES DE GESTION IMMOBILIÈRE ET DE RÉALISATION DE PROJETS (AUTREFOIS APPELÉ AUTRES FORMES DE PRESTATION DE SERVICES) POUR TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

LA PRÉSENTE MODIFICATION VISE À APPLIQUER LE CHANGEMENT SUIVANT:

Insérer :

1) La nouvelle date de fermeture sera le 8 octobre 2013 à 14h00

2) Insérer l'annexe ci-après à la demande de renseignements:

Annexe O - Modification 012 de la Demande de renseignements - observations donnant suite à l'étape 7

ANNEXE O

BIENS IMMOBILIERS 1 (BI-1)

MODIFICATION 012 DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS – OBSERVATIONS DONNANT **SUITE À L'ÉTAPE 7**

Les commentaires ci-après ont été formulés par les entreprises qui ont donné suite à l'étape 7, laquelle visait à obtenir des observations sur l'ébauche de la demande de propositions (DP).

**À moins d'indication contraire, tous les numéros de pages indiqués correspondent à la pagination du fichier PDF de la Modification 12 (étape 7).*

N°	SECTION	QUESTIONS ET COMMENTAIRES	RÉPONSES PROPOSÉES
1	Paragraphe 4.c de la section EPEP 1, Instructions pour la préparation des soumissions	Le document stipule que la proposition du soumissionnaire ne doit pas dépasser le nombre de pages total permis, établi à 450. Or, vu la portée élargie décrite dans la plus récente ébauche de la DP, nous suggérons à TPSGC d'augmenter la limite au nombre de pages à 650, soit 200 pages de plus. Nous en faisons la recommandation pour que les fournisseurs de services puissent mieux exposer leurs réponses et faciliter ainsi la tâche des évaluateurs de TPSGC au moment d'évaluer les soumissions selon les exigences établies.	Après un examen minutieux des exigences relatives à la présentation des soumissions et des commentaires de l'industrie, le nombre de pages pour la présentation complète des réponses a été augmenté pour atteindre 475 pages. Le nombre de pages ne comprend pas certaines pages qui seront décrites de façon plus approfondie dans la DP.
2	Question et réponse n° 5 figurant dans la Modification 11	Il y est indiqué que les changements qu'on envisage d'apporter dans le cadre de l'initiative figurent dans la Base de paiement et qu'ils pourraient régler en partie la question des coûts de transition. Or, les changements ne sont pas faciles à voir. TPSGC peut-il donner plus de	La Base de paiement a été modifiée et sera mise en commun au moment de l'affichage de la DP sur le site Achats et ventes.

		précisions sur ces changements, notamment sur le remboursement de certains coûts de démarrage et des frais liés à la transition d'entrée de nouveaux biens pendant la durée du contrat?	
3	Dans la DP	Les plans et les coûts relatifs aux immeubles sont désignés comme étant des coûts de F et E ou de F et SP. Or, une définition de ces sigles serait utile à des fins de clarté. Quelle est la différence entre ces deux sigles, s'il en est?	Les coûts de F et E (fonctionnement et entretien) renvoient aux fonctions de fonctionnement et d'entretien. Les coûts de F et SP (fonctionnement et entretien, et services publics) renvoient aux coûts associés aux coûts de fonctionnement et d'entretien, et de services publics.
4		Aucune société de cautionnement n'émettra un cautionnement d'exécution d'une durée de plus de cinq ans. TPSGC accepterait-il un cautionnement d'exécution de cinq ans dont des renouvellements seraient convenus?	Les cautionnements d'exécution doivent être présentés sur le formulaire de cautionnement d'exécution de TPSGC. Ce cautionnement doit être formulé de telle sorte qu'il n'expire pas avant la fin du contrat. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure d'obtenir ce cautionnement, il devra présenter une autre forme de garantie contractuelle acceptable, tel qu'il est indiqué dans les CS 06.
5		Notre courtier d'assurance nous a envoyé une lettre dans laquelle il indique qu'une police d'assurance responsabilité civile globale pour le contrat BI-1 n'est pas offerte au Canada. De plus, il a confirmé auprès des principaux assureurs du Canada qu'une assurance responsabilité civile globale n'était bel et bien pas offerte sur le marché. TPSGC serait-il disposé à accepter des polices d'assurance responsabilité civile générale qui sont offertes couramment et constituent la norme sur le marché? Sinon, TPSGC pourrait-il indiquer les noms des assureurs qui lui ont	TPSGC n'acceptera pas de substitut pour l'assurance globale de chantier. Il a consulté l'industrie de l'assurance par l'intermédiaire du Bureau d'assurance du Canada (BAC). Les résultats de cette consultation ont confirmé que les conditions d'assurance pour le contrat BI-1 étaient raisonnables et que les couvertures étaient offertes. Le BAC peut aider les soumissionnaires à trouver des assureurs qui offrent des polices d'assurance répondant aux

		<p>confirmé qu'ils fourniraient une assurance responsabilité civile globale pour le contrat BI-1? L'assurance que TPSGC demande est une police sur mesure qui peut coûter de deux à quatre fois le prix d'une police standard, qui présente peu d'avantages à TPSGC, voire aucun, et qui, à notre avis, ne permet pas au Canada d'obtenir en fin de compte un bon rapport qualité-prix.</p>	<p>conditions d'assurance. Les soumissionnaires peuvent communiquer avec le Centre de renseignements aux consommateurs du BAC à l'adresse suivante : http://www.ibc.ca/fr/Contact_Us.asp</p> <p>TPSGC reconnaît que l'établissement d'une couverture de ce genre est toute une entreprise pour les courtiers qui ne connaissent pas bien ce type de risque. Il est impératif que les soumissionnaires donnent à leur courtier suffisamment de temps pour obtenir les bonnes couvertures. Les soumissionnaires peuvent obtenir de l'aide auprès de l'Association des courtiers d'assurances du Canada à l'adresse suivante : http://ibac.ca/ ou auprès de l'association des courtiers de leur province pour trouver un courtier compétent.</p>	<p>conditions d'assurance. Les soumissionnaires peuvent communiquer avec le Centre de renseignements aux consommateurs du BAC à l'adresse suivante : http://www.ibc.ca/fr/Contact_Us.asp</p> <p>TPSGC reconnaît que l'établissement d'une couverture de ce genre est toute une entreprise pour les courtiers qui ne connaissent pas bien ce type de risque. Il est impératif que les soumissionnaires donnent à leur courtier suffisamment de temps pour obtenir les bonnes couvertures. Les soumissionnaires peuvent obtenir de l'aide auprès de l'Association des courtiers d'assurances du Canada à l'adresse suivante : http://ibac.ca/ ou auprès de l'association des courtiers de leur province pour trouver un courtier compétent.</p>
6		<p>TPSGC fournira-t-il une comparaison entre la DP et cette ébauche « définitive » de la DP afin de permettre aux soumissionnaires éventuels qui ont déjà pris connaissance du document en détail d'examiner seulement les changements apportés et non pas tout le document?</p>	<p>Étant donné qu'un bon nombre de modifications ont été apportées à la version provisoire de la DP publiée en août et par souci de simplicité, aucune version comparative de la DP provisoire et de la DP définitive ne sera fournie.</p>	<p>Étant donné qu'un bon nombre de modifications ont été apportées à la version provisoire de la DP publiée en août et par souci de simplicité, aucune version comparative de la DP provisoire et de la DP définitive ne sera fournie.</p>
7	<p>IP11 Biens immobiliers 1 – information technique, paragraphe 4.3 4.3</p>	<p>En ce qui concerne le paragraphe 4.3, veuillez préciser que les volumes d'appels ne se limiteront pas qu'aux appels mêmes et qu'ils comprendront aussi de l'information sur les autorisations de travail pertinentes « par</p>	<p>Des renseignements seront fournis sur les appels de service reçus par le Centre national d'appels de service regroupés au niveau des immeubles et des régions. Ces renseignements préciseront le type</p>	<p>Des renseignements seront fournis sur les appels de service reçus par le Centre national d'appels de service regroupés au niveau des immeubles et des régions. Ces renseignements préciseront le type</p>

		emplacement », classée par types d'autorisations de travail préventif, prévu ou réactif. Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer si ces renseignements peuvent être aussi divulgués.	d'appels de service et le type d'appels.
8	IG05 – Exigences relatives à la garantie de soumission	<p>Le Soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une garantie de soumission d'une valeur de 2 000 000 \$ sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie.</p> <p>Veuillez confirmer si le cautionnement de soumission demandé s'applique à toutes les régions pour lesquelles nous soumissionnons, et que nous ne devons pas obtenir un cautionnement d'une valeur de 2 000 000 \$ pour chaque région soumissionnée.</p>	Il existe une exigence relative à la garantie de soumission sous la forme d'un cautionnement de soumission ou d'un dépôt de garantie de 2 000 000 \$ pour chaque formulaire de soumission financière.
9	IG21 – Loi du travail de l'Ontario	Conformément à la <i>Loi de 2000 sur les normes d'emploi</i> , L.O. 2000, chapitre 41, veuillez envisager d'inclure, dans le premier dossier de DP, les renseignements demandés aux paragraphes a. à f. de la section n° 1 ainsi qu'à la section n° 3 (s'il y a lieu) en ce qui concerne le fournisseur de services actuels. Ou bien, veuillez considérer la présente comme une demande officielle pour ces renseignements lorsque ceux-ci seront prêts à être divulgués aux soumissionnaires.	La demande a été notée et les renseignements ont été demandés.
10	EPEP 1 – Instructions pour la préparation des soumissions	Le soumissionnaire doit présenter un dossier de soumission pour toutes les régions pour lesquelles il désire présenter une soumission.	Oui, c'est exact.

		Il doit clairement indiquer dans le formulaire de soumission les régions pour lesquelles il présente la soumission. » D'après ce qui précède, nous présumons qu'un seul dossier de soumission permet de répondre aux conditions de l'évaluation technique et des scénarios d'évaluation cotés pour chaque région. Autrement dit, nous ne sommes pas obligés de rédiger six (6) réponses différentes aux exigences techniques et cotées pour chacune des six régions. Nous vous prions de le confirmer.	
11	EPEP 1 – 4 Instructions pour la préparation des soumissions	La limite de 450 pages englobe-t-elle tous les documents, y compris les annexes et les documents de preuve? Des éléments sont-ils exemptés ou exclus de la limite de 450 pages?	Après un examen minutieux des exigences relatives à la présentation des soumissions et des commentaires de l'industrie, le nombre de pages pour la présentation complète des réponses a été augmenté pour atteindre 475 pages. Ce nombre de pages comprend toutes les annexes et les documents de preuve à l'exception des pages décrites de façon plus approfondie dans la DP.
12		Expérience en services de gestion: Pour satisfaire aux critères d'évaluation technique obligatoires, devons-nous démontrer une expérience qui ne se limite qu'au Canada? Pouvons-nous citer l'expérience que nous avons acquise dans d'autres régions géographiques (soit les États-Unis)? Nous recommandons aussi que les	L'expérience du soumissionnaire dans d'autres régions géographiques sera acceptée. TPSGC considère qu'une expérience de 60 mois est nécessaire pour prouver qu'un soumissionnaire a les capacités de répondre aux exigences obligatoires.

		services dont il est question dans le critère d'évaluation aient été fournis de façon continue pendant une période d'au moins 36 mois, et non pas 60 mois comme il est actuellement exigé.	
13	EPEP 4 – O-2 Critères d'évaluation techniques obligatoires	<p>Expérience en administration de baux : Pour satisfaire aux critères d'évaluation technique obligatoires, devons-nous démontrer une expérience qui ne se limite qu'au Canada? Pouvons-nous citer l'expérience que nous avons acquise dans d'autres régions géographiques (soit les États-Unis)?</p> <p>Nous recommandons aussi que les services dont il est question dans le critère d'évaluation aient été fournis de façon continue pendant une période d'au moins 36 mois, et non pas 60 mois comme il est actuellement exigé.</p>	<p>L'expérience dans d'autres régions géographiques sera acceptée du soumissionnaire.</p> <p>TPSGC considère qu'une expérience de 60 mois est nécessaire pour prouver qu'un soumissionnaire a les capacités de répondre aux exigences obligatoires.</p>
14	EPEP 4 – O-3 Critères d'évaluation techniques obligatoires	<p>Expérience en services de réalisation des projets – Afin de satisfaire aux critères d'évaluation techniques obligatoires, notre expérience doit-elle être limitée au Canada? Pouvons-nous citer l'expérience que nous avons acquise dans d'autres régions géographiques (soit les États-Unis)?</p> <p>Nous recommandons aussi que les services dont il est question dans le critère d'évaluation aient été fournis de façon continue pendant une période d'au moins 36 mois, et non pas 60 mois comme il est actuellement exigé.</p>	<p>L'expérience du soumissionnaire dans d'autres régions géographiques sera acceptée.</p> <p>L'exigence de 60 mois ne s'applique pas au critère O-3. Les soumissionnaires doivent avoir réalisé une valeur désignée de travaux en une seule période de 12 mois consécutifs. Cette période de 12 mois est comprise dans la période de 36 mois qui se termine à la date de clôture de la demande de propositions.</p>

15	EPEP 5 Critères d'évaluation technique obligatoires	<p>C-3 Modèle organisationnel Les puces n^{os} 2 et 3 font état d'une exigence selon laquelle le soumissionnaire doit montrer la façon dont son organisation entend « gérer les relations avec les ressources internes » et « interagir avec TPSGC ». Bien que nous prenions acte de la section IG17.2, les titulaires des contrats actuels sont, de fait, indûment avantagés en ce qui touche cette exigence en raison des relations qu'ils ont déjà tissées avec les ressources internes et les responsables techniques de TPSGC. Veuillez confirmer que des organigrammes récents de TPSGC et du fournisseur titulaire (montrant, au minimum, tous les représentants du fournisseur traitant directement avec le personnel en place de TPSGC) qui font état de la structure des rapports hiérarchiques, des titres, des rôles joués et des liens existants feront partie de la documentation de la DP ou bien de l'information technique sur clé USB qui est décrite à la section IP 11.4.</p>	<p>La demande de soumissions du contrat BI-1 diffère des contrats précédents en ce qui a trait à la nature et la portée de la relation de prestation de services. TPSGC compte une structure de surveillance des contrats souple qui sera adaptée en vue d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix en ce qui concerne les opérations internes du gouvernement et les relations efficaces avec l'organisation des entrepreneurs. TPSGC ne veut pas dicter à l'entrepreneur un modèle organisationnel. Les interfaces organisationnelles ultimes du contrat BI-1 devraient être adaptées aux exigences précises de ce contrat.</p>
16	EPEP 7 Procédures d'évaluation et EPEP 9 Méthode de sélection	<p>Dans la version anglaise, la numérotation de la section 7 semble commencer à 7.3 (au lieu de 7.0 ou de 7.1), ce qui laisse entendre que les parties 7.1 et 7.2 sont manquantes ou en attente d'être publiées. Cette hypothèse est d'ailleurs confirmée au paragraphe 1.c de la section EPEP 9, « Méthode de sélection », dans lequel la section EPEP 7.2, Scénario financier, est clairement mentionnée. Cela étant dit, la section EPEP 6.2 porte aussi sur un scénario financier. Il pourrait donc s'agir tout simplement d'une mention erronée. Nous vous prions d'éclaircir la situation</p>	<p>L'ébauche de la DP a été modifiée pour tenir compte du bon formatage et des bonnes références.</p>

		dans la mesure du possible.	
17	Locaux fournis par le gouvernement FPS 1 à 6 Section 3.1.10.1 de l'Énoncé des travaux	<p>Vous devez décrire les emplacements (par adresse) et la capacité des locaux fournis par le gouvernement de chaque région, car ce facteur aura une incidence <u>directe et importante</u> sur le nombre de postes affectés aux locaux du soumissionnaire par rapport à ceux occupant les locaux du gouvernement. Sans cette information, les honoraires et les coûts estimés pourraient varier considérablement.</p>	<p>Une liste des locaux fournis par le gouvernement figurera dans le répertoire des contrats. De même, des renseignements supplémentaires sur les biens seront joints à la DP.</p>
18	Ébauche du contrat – CS06 – Garantie financière contractuelle	<p>La garantie financière contractuelle doit s'élever à 5 M\$ pour la durée du contrat. Veuillez confirmer que cette garantie de 5 M\$ est demandée dans l'éventualité où un fournisseur de services obtiendrait tout le portefeuille (c'est-à-dire les six régions). À combien se chiffrerait une garantie si un fournisseur de services obtenait une seule région?</p>	<p>Une garantie financière contractuelle de 5 000 000 \$ est exigée pour chacun des six contrats pour la durée du contrat.</p>
19	Modalités de paiement Paragraphe 3.1.1.1 et 3.1.1.1.7	<p>Le paragraphe 3.1.1.1 stipule que « [les] frais doivent être considérés comme étant le remboursement complet de tous les coûts, à défaut d'indications contraires dans le contrat, incluent mais non limité à ce qui suit : »</p> <p>Le paragraphe 3.1.1.1.7 stipule ce qui suit : « les [...] les taxes ou les surtaxes sur les profits excédentaires qu'imposent les gouvernements fédéral et provinciaux, et les dépenses spéciales associées à ces [taxes] ».</p> <p>Cette clause s'applique-t-elle à toutes les</p>	<p>Le paragraphe 3.1.1.1.7 stipule ce qui suit : « les impôts sur le revenu ainsi que les taxes ou les surtaxes sur les profits excédentaires qu'imposent les gouvernements fédéral et provinciaux, et les dépenses spéciales associées à ces impôts ».</p> <p>Le coût de base représente les coûts admissibles, ce qui n'inclut pas les taxes, sauf lorsque ces coûts font partie des coûts d'un contrat de sous-traitance, de l'équipement, du matériel, etc.</p>

		taxes associées à la réalisation de projets qui feront partie des produits livrables liés à la gestion de projets de l'énoncé des travaux autorisé? Si c'est le cas, les honoraires en pourcentage pour la gestion de projets seront-ils calculés à même la somme des coûts totaux?	
20	Modalités de paiement 5.3.2	Paragraphe 5.3.2 : Veuillez préciser ce qu'on entend par « portefeuille » ou « portefeuilles » dans le contexte de ce paragraphe. Un portefeuille correspond-il à une région, à une gamme de services ou à un autre groupe de travaux défini?	<p>Au paragraphe 5.3.2, les portefeuilles renvoient à un sous-groupe d'immeubles, de baux ou d'autres biens qui ont été organisés pour garantir une gestion efficace du rendement.</p> <p>Le portefeuille associé à chaque bien sera fourni dans la DP.</p>
21	EPEP 1.4.c.	<p>EPEP 1.4.c : « ne pas dépasser le nombre de pages total permis, établi à 450 [...] »</p> <p>Veuillez confirmer si le nombre de pages exclut la Section III, Formulaire de soumission financière et attestations.</p>	<p>Après un examen minutieux des exigences relatives à la présentation des soumissions et des commentaires de l'industrie, le nombre de pages pour la présentation complète des réponses a été augmenté pour atteindre 475 pages. Le nombre de pages ne comprend pas certaines pages qui seront décrites de façon plus approfondie dans la DP.</p>
22	EPEP 1.4.c.	La limite selon laquelle « le texte ne doit pas être plus grand que la taille de police Arial 12 » s'applique-t-elle au texte figurant dans les tableaux et les graphiques, ou ce texte peut-il être plus petit?	La taille de police Arial 11 s'applique au dossier complet de la soumission.
23	EPEP 1.4.d et EPEP 1.4.e	La page titre et les pages de la table des matières	Le nombre de pages ne comprend pas

		sont-elles comprises dans la limite de 450 pages?	certaines pages qui seront décrites de façon plus approfondie dans la DP.
24	EPEP 2.3	<p>EPEP 2.3 : « Les soumissions devraient suivre la structure et la numérotation des critères d'évaluation, et des onglets distincts devraient être utilisés pour chaque section des critères d'évaluation ainsi que pour chaque critère. »</p> <p>Veillez préciser si les « critères d'évaluation » dont il est ici question renvoient à la section « EPEP 5, Critères d'évaluation technique cotés » et NON PAS à la colonne E du tableau de la section.</p> <p>Afin de clarifier le tout, veuillez confirmer si les onglets demandés doivent servir à séparer les critères obligatoires des critères cotés et, dans chacune des sections ainsi créées, à séparer les éléments évalués (indiqués dans la colonne B).</p>	<p>Oui, cela vise à confirmer que les onglets demandés doivent servir à séparer les critères obligatoires des critères cotés et, dans chacune des sections ainsi créées, à séparer les éléments évalués (indiqués dans la colonne B).</p>
25	EPEP 1.4.c, EPEP 2.5, etc.	<p>Nous savons que la structure de soumission actuelle exige une réponse. Cela dit, nous estimons qu'une limite au nombre de pages qui ne varie pas selon le nombre de régions soumissionnées vient avantager de façon non voulue les entreprises qui soumissionnent moins de régions; au pire, les entreprises qui en profiteront le plus sont celles qui ne soumissionneront qu'une seule région. Nous suggérons donc que les instructions pour la préparation des soumissions et la limite au nombre de pages soient modifiées de la manière ci-après, afin de faire une distinction entre l'information qui variera forcément et légitimement selon la région et l'information qui ne changera pas :</p>	<p>Après un examen minutieux des exigences relatives à la présentation des soumissions et des commentaires de l'industrie, le nombre de pages pour la présentation complète des réponses a été augmenté pour atteindre 475 pages. Le nombre de pages ne comprend pas certaines pages qui seront décrites de façon plus approfondie dans la DP.</p> <p>TPSGC ne limitera pas le nombre de pages concernant certaines sections de la réponse. TPSGC estime que les soumissionnaires sont les mieux placés pour déterminer comment ils désirent</p>

		<ul style="list-style-type: none"> fixer une limite au nombre de pages pour les réponses aux exigences obligatoires (EPEP 4) et n'exiger qu'une seule réponse, sans égard au nombre de régions soumissionnées; fixer une limite au nombre de pages pour les réponses à la Section III (EPEP 3) et n'exiger qu'une seule réponse, sans égard au nombre de régions soumissionnées; fixer une limite au nombre de pages pour les réponses aux Critères d'évaluation technique cotés (EPEP 5), et exiger des réponses complètes distinctes pour chaque région soumissionnée, la limite au nombre de pages s'appliquant à la soumission présentée pour chaque région; fixer une limite au nombre de pages pour le Scénario technique (EPEP 6) et n'exiger qu'une seule réponse, sans égard au nombre de régions soumissionnées. <p>Nous estimons que ces changements donneront une chance égale à tous les soumissionnaires, simplifieront le processus de préparation des soumissions et faciliteront la conduite d'évaluations indépendantes par région, permettant ainsi au Canada d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix.</p>	<p>répartir le nombre de pages parmi les réponses exigées.</p> <p>Pour préciser les exigences de la soumission :</p> <ul style="list-style-type: none"> Il est prévu que les soumissionnaires ne donnent qu'une réponse aux Critères d'évaluation technique obligatoires (EPEP 4), indépendamment du nombre de régions pour lesquelles ils soumissionnent. Les formulaires de soumissions financières indiquées dans la section EPEP 3 sont exclus de la limite du nombre de pages. Il est prévu que les soumissionnaires ne donnent qu'une réponse aux Scénarios techniques des EPEP, indépendamment du nombre de régions pour lesquelles ils soumissionnent. 	
26	O-1	<p>Selon les exigences O-1 et O-2, le soumissionnaire devrait indiquer la superficie totale en mètres carrés des « locaux à bureaux ».</p> <p>Or, comme le contrat Bl-1 porte sur bien d'autres types de locaux, nous demandons que ces exigences relatives à la présentation des soumissions fassent état plutôt de la « superficie des locaux » ou de la « superficie des biens »,</p>	<p>La suggestion a été prise en considération. Or, puisque la majorité des locaux visés par le contrat Bl-1 seront des locaux à bureaux, les exigences O-1, O-2 ou O-3 ne seront pas modifiées.</p>	

		tout comme les critères d'évaluation correspondants dans la colonne D, et ce, pour les trois exigences obligatoires.	
27	EPEP 5 Critères d'évaluation technique cotés, C-1 EPEP 4 Critères d'évaluation technique obligatoires, O-1	<p>Les exigences C-1 et O-1 font état de « services de gestion ». Veuillez préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • si la portée des « services de gestion » qui est définie à l'exigence O-1 s'applique aussi à l'exigence C-1; ou • si la portée des « services de gestion » visant l'exigence C-1 doit correspondre à toute la section 3 de l'EDT; ou • si la portée des « services de gestion » visant l'exigence C-1 doit englober les « services de gestion immobilière, les services d'administration des baux et les services de réalisation de projets ». 	La portée des « services de gestion » qui est définie à l'exigence O-1 s'applique aussi à l'exigence C-1.
28	IG03 Définition de soumissionnaire	<p>La définition actuelle du soumissionnaire limite l'expérience pertinente que le soumissionnaire peut évoquer afin de démontrer l'éventail complet de ses capacités.</p> <p>Nous demandons que soit prise en considération l'expérience pertinente acquise par le soumissionnaire par le truchement de ses filiales dont il est le propriétaire exclusif. Il devrait appartenir au soumissionnaire de démontrer la pertinence de son expérience.</p>	<p>Une filiale est une entité juridique distincte.</p> <p>À moins qu'elle ne soit une coentreprise du soumissionnaire, son expérience ne s'applique pas à celle du soumissionnaire et ne peut être considérée comme étant celle du soumissionnaire.</p>
29	EPEP 1 Instruction pour la préparation des soumissions, section 2	L'exigence selon laquelle une copie électronique en format Word doit être soumise limite la capacité du soumissionnaire à présenter une proposition de grande qualité. Word n'est pas le logiciel que l'industrie utilise couramment pour créer des documents de cette taille. Nous demandons que seul le format Adobe soit exigé.	Conformément aux exigences EPEP 1.2, les versions électroniques sur clé USB remises par le soumissionnaire devraient être compatibles avec <i>Microsoft® Office 2003 ET</i> le format PDF d' <i>Adobe Acrobat®</i> offrant la fonction de recherche.

30	EPEP 1 Instruction pour la préparation des soumissions, section 4c	La limite de 450 pages ne permettra pas au soumissionnaire de répondre à toutes les questions figurant dans les critères d'évaluation. Nous demandons que le nombre maximal de pages des soumissions soit fixé à 900.	Après un examen minutieux des exigences relatives à la présentation des soumissions et des commentaires de l'industrie, le nombre de pages pour la présentation complète des réponses a été augmenté pour atteindre 475 pages. Le nombre de pages ne comprend pas certaines pages qui seront décrites de façon plus approfondie dans la DP.
31	IP 11 Biens immobiliers 1 – information technique	L'information technique est-elle déjà disponible ou le sera-t-elle seulement après la publication de la DP? Si elle est déjà disponible, nous demandons un exemplaire de la clé USB qui la contient.	Cette information sera disponible dès que la DP sera publiée.
32	CS03 – Responsables, section 1	La section stipule que « [le] Canada doit désigner un responsable technique et aviser l'entrepreneur du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de cette personne. [...] Le responsable technique doit agir comme principal point de contact auprès de l'entrepreneur pour toutes les questions relatives au contrat, notamment les activités quotidiennes, les rapports et l'administration. » La section 3.1.5.2.2. de l'EDT exige du soumissionnaire qu'il « [désigne] un point de contact unique, appelé gestionnaire des relations, qui aura pour mandat de gérer la relation avec le responsable technique et qui pourra prendre des engagements au nom de l'entrepreneur en faisant preuve de diligence raisonnable. » TPSGC peut-il préciser le nombre de responsables techniques qui seront affectés à chacune des régions?	Le responsable technique tel qu'il est décrit dans la demande de soumissions correspond à une fonction qui peut être accomplie par une ou plusieurs personnes. TPSGC adaptera son organisation en fonction de la stratégie organisationnelle du soumissionnaire retenu.

33	Section 3.1.13.2.1 de l'EDT	<p>Section 3.1.13.2.1 de l'EDT – « Veiller à la protection de la santé et de la sécurité des personnes ayant accès au lieu de travail [...] » En ce qui concerne les immeubles où le personnel du soumissionnaire est présent et où celui-ci administre pleinement la sécurité, cette exigence est raisonnable et applicable. Pour ce qui est des immeubles éloignés et sans personnel et ceux dans lesquels le locataire administre la sécurité, on ne peut pas s'attendre à ce que le soumissionnaire puisse se porter responsable des entrepreneurs et des sous-traitants du gardien ou du locataire. Tout processus d'autorisation d'accès d'un soumissionnaire sera tributaire de la volonté du locataire ou du gardien de s'y conformer, ce sur quoi le soumissionnaire n'a aucune prise. Nous demandons à ce que la formulation soit modifiée comme suit : 3.1.13.1.1 Assumer le contrôle du milieu de travail et s'acquitter des responsabilités connexes en ce qui concerne les questions de santé et de sécurité au travail liées aux travaux réalisés dans les biens des gardiens dont l'accès est contrôlé par l'entrepreneur, sauf ceux qui sont expressément exclus par écrit par le responsable technique. Si l'entrepreneur ne contrôle pas l'accès à l'immeuble, collaborer avec le locataire à la mise en œuvre de protocoles d'accès et à la coordination des travaux dans l'immeuble. Ces conditions s'appliquent à tous les travaux réalisés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'entrepreneur et ses sous-traitants; b) les gardiens, leurs entrepreneurs et leurs sous-traitants; c) les locataires, leurs entrepreneurs et leurs sous-traitants. 	<p>TPSGC est conscient qu'il n'est pas facile de respecter les exigences qui consistent à veiller à la protection de la santé et de la sécurité des personnes lorsque l'entrepreneur ne contrôle pas l'accès au chantier. TPSGC s'attend à ce que l'entrepreneur établisse des mécanismes d'atténuation raisonnables en matière opérationnelle et de gouvernance pour respecter les exigences de diligence raisonnable, sous réserve du processus d'examen d'acceptation.</p>
----	-----------------------------	--	---

		3.1.13.2.1 Dans les biens dont l'accès est contrôlé par l'entrepreneur, veiller à la protection de la santé et de la sécurité des personnes ayant accès au lieu de travail, notamment les employés du gouvernement fédéral, les ressources sous la responsabilité de l'entrepreneur, les employés des entrepreneurs et des sous-traitants des gardiens, et le public. Dans les biens dont l'accès n'est pas contrôlé par l'entrepreneur, collaborer avec le locataire à la mise en œuvre de protocole d'accès et à la coordination des travaux dans l'immeuble.	
34		Conformément au sous-alinéa 4c des instructions pour la préparation des soumissions de la section EPEP, le texte ne doit pas être plus grand que la taille de police Arial 12. Est-ce que cette exigence s'applique aux organigrammes? Peuvent-ils être illustrés à l'aide d'une plus petite taille de police? Les graphiques peuvent-ils être illustrés à l'aide d'une plus petite taille de police?	La section EPEP a été modifiée de façon à permettre aux soumissionnaires d'utiliser la taille de police Arial 11. Cette section a été modifiée pour permettre aux soumissionnaires de fournir un organigramme. La DP comprendra des détails sur les restrictions.
35		Peut-on utiliser du papier 11 x 17 pour illustrer les organigrammes?	La section EPEP a été modifiée pour permettre aux soumissionnaires de fournir un organigramme. La DP comprendra des détails sur les restrictions.
36		Est-ce que les pages couverture des modifications, la page titre et la table des matières sont comprises dans les restrictions relatives au nombre de pages?	Le nombre de pages ne comprend pas certaines pages qui seront décrites de façon plus approfondie dans la DP.
37		La définition du terme « différend » contenue au	Les directives du Canada ne sont pas

		<p>sous-alinéa 1a de la clause CS09 semble être limitée aux problèmes signalés par l'entrepreneur. Pourquoi les problèmes signalés par le Canada ne sont-ils pas aussi considérés comme des différends au titre de la clause CS09? Notons que le sous-alinéa 3a indique que « tout différend surgissant entre les parties au contrat, de quelque nature qu'il soit, découlant du contrat [...], qui peut donner lieu à une réclamation par l'une ou l'autre des parties [...] doit être résolu en premier lieu par le Canada ». Cela suggère que les différends peuvent être, en fait, signalés par l'une ou l'autre des parties. Comment les différends signalés par le Canada en vertu du contrat seront-ils réglés s'ils ne pas admissibles à une résolution selon la procédure de règlement des différends? Selon le libellé actuel, le Canada a le pouvoir de rendre des décisions unilatéralement sans signaler de problèmes comme des différends nécessitant des négociations ultérieures selon la procédure de règlement des différends. Veuillez réviser la définition de « différend » afin d'inclure également les problèmes signalés par le Canada.</p>	<p>considérées comme des différends. Elles deviennent des différends si l'entrepreneur n'est pas d'accord et qu'il commence la procédure de règlement de différends. Le passage « une réclamation par l'une ou l'autre des parties » sera remplacé par « une réclamation par l'entrepreneur ».</p>
38		<p>Concernant le sous-alinéa 1a de la clause CS09, nous demandons que les réclamations pour dommages matériels ainsi que toutes les autres réclamations assurées (y compris les réclamations faites par des tiers mentionnées à la clause CS08 par rapport auxquelles l'entrepreneur a des obligations d'indemnité et de tenue à couvert envers le Canada) soient exclues de la procédure</p>	<p>Le texte de le sous-alinéa 1a de la clause CS09 sera modifié afin d'exclure les réclamations pour dommages matériels et les pertes assurées.</p> <p>Le Canada ne modifiera pas sa position à l'égard du droit de compensation.</p>

		<p>de règlement des différends. Les réclamations assurées doivent être gérées selon le processus de gestion des réclamations de l'industrie. Les assureurs ne sont pas assujettis au contrat entre l'entrepreneur et le Canada; par conséquent, ils ne seraient pas obligés de participer à un quelconque processus de négociation ou de médiation. L'exercice du droit de compensation pour un événement assurable (soit pour une perte directement causée par les sous-traitants de l'entrepreneur qui est assurée par les assureurs des sous-traitants) pourrait irrévocablement porter préjudice à la capacité de l'entrepreneur de déposer une réclamation contre les assureurs des sous-traitants visés, du fait que tout exercice du droit de compensation par le Canada ne serait probablement pas considéré comme une perte assurable. Veuillez réviser les Conditions générales afin d'indiquer clairement que le Canada ne peut pas exercer un droit de compensation pour des réclamations assurables, et d'inclure un processus de règlement des réclamations assurables (y compris les réclamations pour dommages matériels) conforme aux normes de l'industrie.</p>	
39 (i)	<p>En vertu du sous-alinéa 1b de la clause CS09, « toute réclamation fondée sur la compensation de toute somme payable au Canada » a été précisément exclue de la procédure de règlement de différends. Dans le cas où l'entrepreneur est en désaccord avec l'exercice d'un droit de</p>	<p>Le sous-alinéa 1b de la clause CS09 sera modifié de façon à permettre à l'entrepreneur de contester le droit de compensation du Canada. Toutefois, l'exercice du droit de compensation ne sera pas suspendu pendant le processus</p>	

		<p>compensation par le Canada, comment est-il proposé qu'un tel désaccord soit résolu dans le cadre du contrat? Selon le libellé actuel, aucun processus ne permet à l'entrepreneur de contester l'exercice injustifié d'un droit de compensation par le Canada. Veuillez réviser la procédure de règlement des différends de manière à permettre à l'entrepreneur de contester d'éventuelles réclamations fondées sur une compensation déposées par le Canada, et à permettre la suspension du droit de compensation pendant la durée du différend jusqu'à ce que la responsabilité du montant dû soit déterminée et que la quantification de la perte soit établie.</p>	<p>de règlement du différend.</p>
39 (ii)		<p>Par principe, nous demandons pourquoi le Canada devrait pouvoir exercer un droit de compensation unilatéralement pour des problèmes faisant l'objet d'un différend ou pour tout problème par rapport auquel le Canada a décidé d'émettre une directive définitive et exécutoire. En général, le droit de compensation n'est exercé qu'à l'égard de montants établis qui sont dus en vertu de la loi. Par souci d'équité fondamentale, l'entrepreneur devrait pouvoir déposer toute réclamation pour laquelle le Canada souhaite exercer un droit de compensation pendant le règlement du différend avant que le Canada exerce un tel droit. Les dispositions actuelles pourraient amener l'entrepreneur à assumer des pertes irrécouvrables (particulièrement en ce qui concerne les</p>	<p>Le Canada ne modifiera pas son droit de compensation.</p>

		réclamations assurées) à l'égard de montants pour lesquels le Canada a injustement exercé un droit de compensation.	
40		En vertu du sous-alinéa 3a de la clause CS09, le Canada a le pouvoir d'émettre des directives écrites définitives et exécutoires ou des directives assujetties uniquement aux dispositions restantes des Procédures de règlement des différends. Quel recours immédiat l'entrepreneur a-t-il s'il est en désaccord avec les décisions ou les directives du Canada? De telles directives ou décisions pourraient avoir des répercussions importantes sur les coûts assumés par l'entrepreneur. Pourtant, selon le libellé actuel, il n'y a aucun mécanisme immédiat permettant de faire appel ou de contester des décisions unilatérales du Canada. Veuillez considérer l'intégration d'un processus d'arbitrage simplifié qui permettrait de prendre une décision efficace, juste et exécutoire concernant des différends urgents ou de faible valeur, ainsi que l'intégration d'un processus d'arbitrage visant des différends moins urgents, mais concernant des sommes plus élevées.	Si l'entrepreneur est en désaccord avec une décision du Canada, il peut soumettre la question au niveau suivant du processus de règlement des différends. Le Canada n'intégrera aucun processus d'arbitrage simplifié.
41	CS07 2. Preuve d'assurance	Selon le sous-alinéa 2b, l'entrepreneur ne devrait fournir que les originaux ou des copies certifiées des contrats d'assurance auxquels il a souscrit, conformément aux exigences des alinéas 4 et 5 de la clause CS07, et non pas les politiques qu'il pourrait à sa discrétion vouloir obtenir conformément au sous-alinéa 1e. Veuillez	L'entrepreneur n'aurait qu'à fournir les originaux ou des copies certifiées des contrats d'assurance auxquels il a souscrit, conformément aux exigences des alinéas 4 et 5 de la clause CS07.

42	CS07 4. Assurance globale de chantier	<p>préciser s'il s'agit bien de l'intention du Canada.</p> <p>Conformément au sous-alinéa 4a, la police d'assurance globale de chantier doit couvrir tous les services fournis dans le cadre du contrat.</p> <p>La couverture d'assurance globale de chantier est une politique d'assurance responsabilité qui protège les entrepreneurs et les sous-traitants lors de projets de construction. Par conséquent, à l'exception des services de prestation de projet, tous les autres services rendus dans le cadre du contrat ne seraient pas couverts par une telle protection, mais plutôt par l'assurance responsabilité civile générale requise en vertu de l'alinéa 5 de la clause CS07.</p> <p>En outre, l'assurance globale de chantier est généralement souscrite au cas par cas, une fois que la portée et les entrepreneurs (le cas échéant) sont connus. Elle est donc particulière au projet, et son coût est inclus dans les coûts de projet.</p> <p>Compte tenu des divers emplacements et du nombre de sous-traitants concernés, une même police couvrant l'ensemble des services, dont la prestation de projet et tous les entrepreneurs, n'est pas, à notre connaissance, disponible sur le marché des assurances commerciales.</p>	<p>L'exigence d'assurance globale de chantier ne peut être satisfaite par une assurance globale de construction. Cette assurance globale de chantier doit couvrir tous les services visés par le contrat.</p>
43	CS07 4. Assurance globale de chantier	<p>Il est stipulé au sous-alinéa 4b que la couverture d'assurance globale de chantier prévue doit primer sur toutes les autres polices d'assurance et</p>	<p>Il est stipulé au sous-alinéa 1e de la clause CS07 que le Canada ne dictera pas comment l'entrepreneur doit couvrir</p>

		ne doit pas être substantiellement moindre que celle qui est prévue à la plus récente édition du formulaire BAC 2100, sauf pour la responsabilité découlant d'un dommage aux travaux pendant la construction, qui sera limitée à la période d'achèvement des travaux. Pendant la construction, les dommages causés aux travaux sont en général un risque couvert par une police d'assurance visant le bien en construction (aussi appelée « tous risques » ou assurance des risques des entrepreneurs en construction). On souscrit cette assurance au cas par cas. Selon le formulaire BAC 2100 auquel renvoie le sous-alinéa 4b, les dommages causés au bien dont nous avons la charge, la garde et le contrôle seraient exclus, sauf les dommages survenant pendant la phase d'achèvement des travaux. Par conséquent, les dommages causés au bien survenant pendant la construction ne sont pas couverts par l'assurance globale de chantier. Nous proposons donc que le Canada inclue dans le contrat une exigence selon laquelle une police d'assurance visant le bien en construction soit obtenue au cas par cas. Les coûts de cette police d'assurance seraient imputés au projet.	ses risques en dehors de l'exigence d'assurance obligatoire prévue au contrat. Cependant, l'assurance visant le bien en construction (assurance des risques des entrepreneurs en construction) qui est jugée obligatoire et normale pour les projets de construction réalisés par les sous-traitants sera considérée comme des coûts directs de sous-traitance.
44	CS07 4. Assurance globale de chantier	Aux termes du sous-alinéa 4.e, l'entrepreneur doit fournir et maintenir des polices d'assurance pendant la durée du contrat et pour toute option ou toute prolongation de la durée du contrat. La première police d'assurance doit prévoir la couverture nécessaire pendant la durée initiale du	L'assurance globale de chantier requise n'est pas limitée aux activités de construction. Elle doit couvrir toutes les activités en cours de l'entrepreneur. L'exigence relative à l'assurance sera modifiée afin que la couverture

		contrat. Tel qu'il est stipulé ci-dessus, l'assurance globale de chantier doit être souscrite au cas par cas. La disponibilité du marché soulève des préoccupations. En outre, si ce sous-alinéa 4.e s'applique également à l'assurance responsabilité civile générale, les polices d'assurance responsabilité civile générale dans le marché commercial actuel ne dépassent pas cinq ans, alors que la durée initiale du contrat est de sept ans.	d'assurance globale de chantier puisse être fournie au moyen de polices d'assurance globale de chantier consécutives ou multiples.
45	CS07 4. Assurance globale de chantier	Il est stipulé au sous-alinéa 4.h que la police doit comporter une franchise d'au plus 25 000 \$ par occurrence, s'appliquant aux réclamations faites pour les dommages causés au bien. Nous suggérons que les réclamations pour les lésions corporelles soient incluses dans cette phrase, outre les dommages causés au bien. Cette exigence doit aussi être conditionnelle à la disponibilité du marché.	La couverture des lésions corporelles est obligatoire. TPSGC n'appliquera pas une franchise pour les lésions corporelles.
46	CS07 5. Assurance responsabilité civile générale	Il est stipulé au sous-alinéa 5.b que l'entrepreneur doit fournir et maintenir une assurance responsabilité civile générale pour couvrir les dangers liés aux produits et aux travaux terminés pendant une période de quatre ans, en dehors de la couverture de deux ans offerte par la police d'assurance globale de chantier. Nous ne savons pas vraiment quelle est l'intention du Canada. S'agit-il de souscrire une police d'assurance responsabilité civile générale de six ans pour couvrir les travaux terminés? En général, la	TPSGC exige une couverture de six ans pour les produits et les risques aux opérations achevées, les deux premières années dans le cadre de la police d'assurance globale de chantier et les quatre dernières années dans le cadre de la police d'assurance responsabilité civile générale.

47	<p>CS07</p> <p>5. Assurance responsabilité civile générale</p>	<p>période de couverture se termine 36 mois suivant l'achèvement du contrat.</p> <p>En résumé, l'entrepreneur émet des réserves concernant les dispositions de l'assurance. Il propose plutôt au Canada de tenir une consultation auprès de l'industrie sur la question ou d'examiner l'alinéa à la lumière de ces commentaires. Nous serions heureux d'avoir l'occasion d'en discuter pendant la phase de la demande de propositions.</p>	<p>TPSGC a consulté l'industrie de l'assurance par l'intermédiaire du Bureau d'assurance du Canada (BAC). Les résultats de cette consultation ont confirmé que les conditions d'assurance pour le contrat BI-1 étaient raisonnables et que les couvertures demandées étaient offertes sur le marché. Le BAC peut aider les soumissionnaires à trouver des assureurs qui offrent des polices d'assurance répondant aux conditions d'assurance. Les soumissionnaires peuvent communiquer avec le Centre de renseignements aux consommateurs du BAC à l'adresse suivante : http://www.ibc.ca/fr/Contact_Us.asp</p> <p>TPSGC reconnaît que l'établissement d'une couverture de ce genre est toute une entreprise pour les courtiers qui ne connaissent pas bien ce type de risque. Il est impératif que les soumissionnaires donnent à leur courtier suffisamment de temps pour obtenir les bonnes couvertures. Les soumissionnaires peuvent obtenir de l'aide auprès de l'Association des courtiers d'assurances du Canada à l'adresse suivante : http://ibac.ca/ ou auprès de l'association des courtiers de leur province pour trouver un courtier compétent.</p>
----	--	--	--

48	CS08 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ	<p>Il est stipulé à l'alinéa 2 que l'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada relativement aux pertes associées à la responsabilité de première partie doit être limitée en ce qui concerne les pertes pour lesquelles une assurance doit être fournie en vertu des exigences d'assurance prévues au contrat, soit la limite d'assurance globale de chantier pour une seule occurrence, tel qu'il est indiqué dans les modalités d'assurance visées par la clause CS08 (on devrait lire CS07).</p> <p>Deux polices d'assurance sont exigées en vertu du contrat; elles ont toutes deux des limites différentes. Telle qu'elle est rédigée, la limite de l'assurance globale de chantier (50 M\$) correspond à la limite des pertes couvertes par l'assurance responsabilité civile générale, alors que la couverture exigée n'est que de 5 M\$.</p> <p>En général, la responsabilité du fournisseur de services ne doit pas être supérieure aux limites d'assurance ou aux produits de l'assurance réels versés. Les limites de responsabilités et les limites d'assurance devraient correspondre pour protéger toutes les parties.</p>	<p>Il est stipulé à l'alinéa 2 que l'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada relativement aux pertes associées à la responsabilité de première partie doit être limitée en ce qui concerne les pertes pour lesquelles une assurance doit être fournie en vertu des exigences d'assurance prévues au contrat, soit la limite d'assurance globale de chantier pour une seule occurrence, tel qu'il est indiqué dans les modalités d'assurance visées par la clause CS08 (on devrait lire CS07).</p> <p>Deux polices d'assurance sont exigées en vertu du contrat; elles ont toutes deux des limites différentes. Telle qu'elle est rédigée, la limite de l'assurance globale de chantier (50 M\$) correspond à la limite des pertes couvertes par l'assurance responsabilité civile générale, alors que la couverture exigée n'est que de 5 M\$.</p> <p>En général, la responsabilité du fournisseur de services ne doit pas être supérieure aux limites d'assurance ou aux produits de l'assurance réels versés. Les limites de responsabilités et les limites d'assurance devraient correspondre pour protéger toutes les parties.</p>	<p>La formulation du sous-alinéa 2.a de la clause CS08 sera modifiée de manière à limiter la responsabilité de l'entrepreneur quant aux pertes assurées aux limites respectives de chaque police d'assurance responsabilité.</p>
49	CS08 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ	<p>Il est stipulé au sous-alinéa 2.b qu'en ce qui concerne chaque perte pour laquelle aucune assurance n'est exigée en vertu des exigences d'assurance prévues au contrat, la responsabilité est limitée à 20 M\$. Nous comprenons que les exclusions de la police devraient relever de ce</p>	<p>Oui, les exclusions de la police devraient relever du sous-alinéa 2.b.</p>	<p>Oui, les exclusions de la police devraient relever du sous-alinéa 2.b.</p>

50	CS08 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ	sous-alinéa. Le Canada a-t-il la même compréhension?	<p>Il est stipulé à l'alinéa 4 que l'obligation de l'entrepreneur d'indemniser le Canada relativement aux pertes associées à la responsabilité civile n'est assujettie à aucune limite et doit comprendre la totalité des coûts liés à la défense de toute action intentée par un tiers. À la demande du Canada, l'entrepreneur doit défendre celui-ci contre toute réclamation faite par un tiers.</p> <p>À la lumière de la nature du contrat ainsi que de l'alinéa 1 de la clause CS08, nous comprenons que l'obligation de l'entrepreneur de défendre le Canada est liée non pas à une réclamation d'un tiers, mais particulièrement aux réclamations d'un tiers concernant les obligations d'indemnisation stipulées à l'alinéa 1 de la clause CS08. Nous suggérons de clarifier la dernière phrase comme suit :</p> <p>« À la demande du Canada, l'entrepreneur doit défendre celui-ci contre toute réclamation faite par un tiers en lien avec ses obligations d'indemnité et de tenue à couvert énoncées à l'alinéa 1 de la clause CS08 ci-dessus. »</p> <p>Cette clarification est pertinente afin de comprendre l'exposition aux risques et l'assurance requise.</p>	<p>L'exigence de défendre le Canada contre toute réclamation faite par des tiers n'est pas fondée sur les dispositions relatives à l'indemnité et la tenue à couvert, mais est plus générale et s'applique peu importe la responsabilité de l'entrepreneur.</p>
----	--	--	--	---

